

# FAQ CITES

Version du 05/09/2024



© Jean-Louis Doucet - à gauche le doussié *Afzelia bipindensis* et à droite le padouk *Pterocarpus soyauxii*

Lors de la 19e session de la Conférence des Parties de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (CITES) qui s'est tenue au Panama et qui a pris fin le 25 novembre 2022, de nouvelles essences de bois ont été inscrites à l'Annexe II de la CITES avec des conséquences importantes en ce qui concerne leur exploitation et leur commerce notamment à l'international.

En particulier, pour les essences africaines doussié, padouk et acajou d'Afrique, de nouvelles obligations pèsent pour tous les bateaux expédiés à compter du 23/02/2023 à commencer par l'obligation de disposer d'un permis d'exportation du pays d'origine. Les importations au sein de l'Union européenne seront également conditionnées à la délivrance de permis d'importation avec une date d'application qui reste à préciser (vraisemblablement mi-avril). En ce qui concerne les essences sud-américaines ipé et cumaru, les nouvelles obligations entreront en vigueur le 25/11/2024.

Aussi, de nombreuses questions pratiques se posent alors quant aux délais, aux procédures à suivre et aux documents à fournir pour l'exportation et l'importation de ces essences. ATIBT travaille conjointement avec les représentants des pays et sociétés exportatrices ainsi qu'avec ceux des pays et sociétés importatrices dont LCB et FEDUSTRIA afin de faciliter la mise en œuvre de ces nouvelles mesures, de fournir toutes les informations nécessaires et de répondre à l'ensemble des questions posées. L'accent sera mis également, au cours des prochaines années, sur un travail de fonds à accomplir pour mutualiser les moyens afin d'agir auprès de la CITES pour un meilleur ciblage des essences à surveiller.

Cette FAQ vous apporte les réponses aux questions que vous pourriez vous poser suite au classement de ces nouvelles essences à l'Annexe II avec des informations générales sur la CITES, les

organes de gestion au sein des pays d'exportation et d'importation ou encore les nouvelles obligations qui entrent en application à compter du 23/02/2023 puis du 25/11/2024.

Vous trouverez en particulier un schéma récapitulatif rappelant les dates clés et les exigences associées aux bois pré-convention (bois coupés avant le 23/02/2023 pour les essences africaines et avant le 25/11/2024 pour les essences sud-américaines) et post-convention.

Également ce que sont les Avis de Commerce non Préjudiciable (ACNP), les quotas d'exportation, les permis d'importation et d'exportation (délivrance, durée de validité, documents à fournir etc.), des informations sur les mesures transitoires (comment traiter les réexportations, que faire du bois expédié qui n'arrivera qu'après l'entrée en vigueur de la nouvelle liste CITES), etc.

Cette FAQ sera actualisée au fil des nouvelles informations disponibles et des questions que vous seriez amenées à vous poser. (dernière MAJ 05/09/2024).

## 1 Informations générales CITES

### 1.1 Qu'est-ce que la CITES ?

La Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, connue par son sigle CITES ou encore comme la Convention de Washington, est un accord international entre Etats. Elle a pour but de veiller à ce que le commerce international des spécimens d'animaux et de plantes sauvages ne menace pas la survie des espèces auxquelles ils appartiennent. En savoir plus sur la CITES ici <https://cites.org/fra/disc/what.php>

Vous pouvez également voir l'animation de Fedustria sur le fonctionnement de la CITES à l'adresse suivante : <https://www.fedustria.be/fr/projecten/cites>

### 1.2 Que signifie l'inscription à l'annexe II de la CITES ?

La CITES contrôle et réglemente le commerce international des spécimens des espèces inscrites à ses annexes. Toute importation, exportation, réexportation (exportation d'un spécimen importé) de spécimens des espèces couvertes par la Convention doit être autorisée dans le cadre d'un **système de permis**. Les espèces couvertes par la CITES sont inscrites à l'une des **trois annexes** de la Convention selon le degré de protection dont elles ont besoin. L'**Annexe II** comprend toutes les espèces qui ne sont pas nécessairement menacées d'extinction mais dont le commerce doit être régulé afin d'éviter une exploitation incompatible avec leur survie.

**C'est pourquoi, ces spécimens sont couverts par :**

- **Un permis d'exportation ou un certificat de réexportation** délivré par l'organe de gestion du pays d'exportation ou de réexportation.  
Le permis d'exportation n'est délivré que si le spécimen a été obtenu légalement et si l'exportation ne nuit pas à la survie de l'espèce.  
Le certificat de réexportation n'est délivré que si le spécimen a été importé conformément

aux dispositions de la Convention.

- Les plantes et les animaux vivants doivent être mis en état et transportés de façon à éviter les risques de blessures, de maladies ou de traitement rigoureux.
- **Un permis d'importation \*** si requis par la loi nationale.
- En vertu des dispositions impératives de la Convention, nous rappelons aux États membres leur obligation de respecter rigoureusement les termes de ladite convention. Conformément aux principes fondamentaux énoncés à l'article II, paragraphe 4, il est expressément stipulé que "les Parties ne permettent le commerce des spécimens des espèces inscrites aux Annexes I, II et III qu'en conformité avec les dispositions de la présente Convention".
- L'article IV, qui régit la réglementation du commerce des spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II, établit clairement que l'exportation de tout spécimen d'une espèce répertoriée à ladite annexe requiert la préalable délivrance et présentation d'un permis d'exportation. Ce permis doit impérativement satisfaire à deux conditions essentielles :
  - a) Une autorité scientifique de l'État d'exportation doit émettre un [avis](#) indiquant que ladite exportation ne compromet pas la survie de l'espèce concernée ;
  - b) Un organe de gestion de l'État d'exportation doit fournir des preuves démontrant que le spécimen en question n'a pas été obtenu en violation des lois relatives à la préservation de la faune et de la flore en vigueur dans cet État.

Il est à souligner que tout manquement à l'égard de la convention, notamment aux articles II et IV, expose les parties concernées à des conséquences juridiques sévères. En effet, de telles violations pourraient entraîner des mesures punitives, y compris mais non limitées à un blocage immédiat de toutes les exportations d'espèces inscrites aux annexes de la convention.

\* Pour les pays membres de l'UE, un permis d'importation délivré par l'État membre est requis pour les importations d'espèces inscrites à l'Annexe II de la CITES. Ce permis d'importation vient s'ajouter au permis CITES d'exportation ou au certificat CITES de réexportation (délivré par le pays tiers).

En savoir plus ici <https://cites.org/fra/disc/text.php#IV6>

### 1.3 Qui sont les organes de gestion CITES dans chaque pays et quelle est leur fonction ?

On appelle "**organe de gestion**" l'agence chargée de la mise œuvre de la CITES dans chaque pays. Vous retrouverez les coordonnées complètes des organes de gestion nationaux et régionaux en suivant ce [lien](#).

Pour la France l'organe de gestion national est le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et les organes de gestion locaux sont les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement. Pour la Belgique l'organe de gestion national est le Service Public Fédéral Santé Publique, Sécurité Publique, Sécurité de la Chaine Alimentaire et Environnement.

#### 1.4 Quelle est la différence entre l'organe de gestion et l'autorité scientifique ?

L'organe de gestion et l'autorité scientifique sont les autorités désignées au titre de la CITES au sein de chaque pays.

1. L'organe de gestion a deux rôles principaux : (i) communiquer avec le Secrétariat CITES et les autres Parties, et (ii) délivrer les permis et les certificats aux termes de la Convention.
2. L'autorité scientifique quant à elle (i) indique à l'organe de gestion si l'exportation de spécimens nuirait à la survie de l'espèce dans la nature, (ii) conseille aussi l'organe de gestion.

#### 1.5 Qu'est-ce que la CoP 19 et quelles décisions ont été prises ?

On appelle "Conférence des Parties" les Parties à la CITES prises collectivement. Tous les deux à trois ans, la Conférence des Parties (également appelée CoP) se réunit en session pour examiner la manière dont la Convention est appliquée. Elles sont notamment pour les Parties l'occasion d'examiner (et s'il y a lieu adopter) des propositions d'amendement des listes d'espèces figurant dans les Annexes I et II. La CoP19 fut donc la 19<sup>e</sup> Conférence des Parties. Les principales décisions prises lors de la COP 19, qui s'est tenue au Panama et qui a pris fin le 25 novembre dernier, sont publiées [ici](#).

Elles concernent notamment l'inscription de groupes d'espèces de bois africains à l'Annexe II de la CITES à savoir *Azalia* (doussié), *Khaya* (acajou d'Afrique) et *Pterocarpus* (padouk) et ce, pour une entrée en vigueur le 23/02/2023. Des groupes d'espèces de bois sud-américain sont également concernés par ce classement à l'Annexe II de la CITES. Il s'agit des espèces *Handroanthus* spp., *Roseodendron* spp. et *Tabebuia* spp (nom commun ipé) et *Dipteryx* spp. (nom commun cumaru) et ce, pour une entrée en vigueur le 23/11/2024.

#### 1.6 Quelle différence entre les classements aux Annexes de la CITES et aux Annexes de l'UE ?

Les États membres de l'Union européenne n'appliquent pas la CITES elle-même, mais des règlements qui en harmonisent et en renforcent l'application sur le territoire de l'UE. Ainsi, toutes les espèces inscrites à la CITES (annexes I, II ou III) sont reprises, selon le degré de protection applicable, dans l'une des quatre annexes (A, B, C et D) du règlement européen 338/97. Les essences inscrites à l'annexe B de l'UE sont des espèces qui nécessitent, en plus du permis CITES d'exportation ou du certificat CITES de réexportation (délivré par le pays tiers), un permis d'importation délivré par l'État membre de l'UE. Les essences inscrites à l'annexe D de l'UE sont des espèces qui ne sont pas inscrites à la CITES, mais dont l'UE considère que les volumes d'importation justifient une surveillance. En ce sens, les importateurs de l'UE doivent rédiger une « Notification d'importation ».

## 2.1 Quelles essences commerciales se trouvent dans l'Annexe II de la CITES ?

Environ 33 000 espèces végétales et 6 000 espèces animales sont couvertes par les dispositions de la Convention. L'Annexe II comprend environ 5 000 espèces animales et 32 000 espèces végétales. Vous trouverez toutes les essences de l'Annexe II de la CITES [ici](#).

## 2.2 Quelle est la date d'application des décisions de la CoP19 concernant les nouvelles essences africaines inscrites à l'Annexe II ?

A partir du 23/02/2023, toute cargaison des nouvelles essences africaines de bois inscrites à l'Annexe II de la CITES, exportée des pays d'origine ou des pays de réexportation doit être couverte par un permis d'exportation CITES ou un certificat de réexportation CITES.

S'il n'y a pas de permis d'exportation CITES ou de certificat de réexportation CITES, les douanes de l'UE pourront vérifier sur base de la Bill of Lading ou autre document que le bois a bien été chargé sur le bateau avant le 23/02/2023.

A partir du 20/05/2023 les espèces africaines des genres *Afzelia*, *Khaya* et *Pterocarpus* inscrites à l'Annexe II de la CITES seront intégrées à l'Annexe B de l'EU. Les mesures de la CoP19 s'appliqueront alors pour tous les bois coupés depuis le 23/02/2023.

## 2.3 Quelle est la date d'application des décisions de la CoP 19 concernant les nouvelles essences sud-américaines inscrites à l'Annexe II ?

A partir du 25/11/2024, toute cargaison des nouvelles essences sud-américaines des genres *Handroanthus* spp., *Roseodendron* spp., *Tabebuia* spp (nom commun ipé) et *Dipteryx* spp. (nom commun cumaru) inscrites à l'Annexe II de la CITES, exportée des pays d'origine ou des pays de réexportation **doit être couverte par un permis d'exportation CITES ou un certificat de réexportation CITES. S'il n'y a pas de permis d'exportation CITES ou de certificat de réexportation CITES, les douanes de l'UE pourront vérifier sur base de la Bill of Lading ou autre document que le bois a bien été chargé sur le bateau avant le 25/11/2024.**

## 2.4 Quelles sont les mesures à prendre suite à l'inscription des espèces CITES à l'Annexe B de l'UE ?

Il devient obligatoire pour tous les importateurs de fournir un permis d'exportation CITES ou un certificat de réexportation CITES et d'obtenir un permis d'import CITES. Pour rappel la délivrance d'un permis d'export CITES post convention ne peut se faire qu'après validation d'un Avis de Commerce non préjudiciable pour l'espèce.

## 2.5 Quels produits bois sont concernés ?

Les annotations #17 (ex. pour les genres *Afzelia*, *Khaya* et *Pterocarpus* inscrits en Annexe II) correspondent aux grumes, bois sciés, placages, contreplaqués et plus largement bois transformés.

### Bois transformé

Défini par le code 44.09 du Système harmonisé : Bois (y compris les lames et frises à parquet, non assemblées) profilés (languetés, rainés, bouvetés, feuillurés, chanfreinés, joints en V, moulurés, arrondis ou similaires) tout au long d'une ou de plusieurs rives, faces ou bouts, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout.

[Voir ici](#) pour plus d'information sur les produits concernés.

Si vous avez des incertitudes quant au code à utiliser, veuillez consulter la Section IX de la nomenclature des exportations intitulée « Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège et ouvrages en liège; ouvrages de sparterie ou de vannerie ».

Vous pouvez accéder à cette [section ici](#).

## 2.6 Quelle est la différence entre le bois pré-convention et post-convention pour les espèces africaines ?

Le bois pré-convention est le bois issu d'arbres abattus avant le 23/02/2023 dans le pays d'origine. Le permis d'exportation ou certificat de réexportation mentionne alors le code source « O/W » : le permis d'importation CITES est délivré sur base du permis d'exportation CITES ou certificat de réexportation CITES (sauf si indications qu'il s'agit malgré tout de bois abattu à compter du 23/02/2023).

Le bois post-convention lui, est le bois coupé à compter du 23/02/2023 dans le pays d'origine. Le permis d'importation est délivré sur la base du permis d'exportation ou certificat de réexportation CITES et avis positif de l'autorité scientifique du pays concerné et/ou SRG (groupe des autorités scientifiques de tous les États membres). Les décisions prises par le SRG sont publiées sur <https://circabc.europa.eu/ui/group/4e7fd22f-d9b1-44a8-a0f0-68225ac209d6/library/b46ce9b8-0fe6-4aab-b420-0c31527ad866?p=1>

Voici le schéma récapitulatif des implications de ces dates pour les importations (populations africaines d'*Afzelia*, *Pterocarpus* et *Khaya*) :

	Bois pré-convention (coupé avant le 23/02/2023)			Bois post-convention (coupé à partir du 23/02/2023)
	Bateau part du pays d'exportation avant le 23/02/2023  Bateau arrive dans l'UE à partir du 23/02/2023 (donc après l'inscription à l'Annexe II de la CITES) mais avant l'inscription à l'Annexe B du règlement CE 338/97 (prévue mi-avril)	Bateau part du pays d'exportation à partir du 23/02/2023  Bateau arrive dans l'UE à partir du 23/02/2023 (donc après l'inscription à l'Annexe II de la CITES) mais avant l'inscription à l'Annexe B du règlement CE 338/97 (prévue mi-avril)	Bateau part du pays d'exportation à partir du 23/02/2023  Bateau arrive dans l'UE à partir du 23/02/2023 (donc après l'inscription à l'Annexe II de la CITES) et après l'inscription à l'Annexe B du règlement CE 338/97	
Permis d'exportation CITES nécessaire ?	NON	OUI	OUI	OUI
Permis d'importation CITES nécessaire ?	NON	NON	OUI	OUI
Exigences à l'importation	Preuve que le bateau est parti avant le 23/02/2023 du pays d'exportation (ex. sur base de la Bill of Lading)	Permis d'exportation CITES avec code source O/W	Permis d'exportation CITES avec code source O/W + permis d'importation CITES de l'Etat membre importateur	Permis d'exportation CITES avec code source W + permis d'importation CITES de l'Etat membre importateur
Avis scientifique du pays exportateur (« Avis de Commerce Non Préjudiciable») ou ACNP	NON	NON	NON	OUI
Avis scientifique autorité nationale/UE	NON	NON	NON	OUI

## 2.7 Quelle est la différence entre le bois pré-convention et post-convention pour les espèces sud-américaines ?

### Attention informations importantes à prendre en compte pour importer les essences CITES en France

- Si le bois part du pays tiers avant le 25 novembre 2024 mais arrive en France, le 25 novembre 2024 ou après :
  - Aucun permis d'exportation ne sera nécessaire mais des preuves sur la date de départ du bois seront requises (Bill of Lading...);
  - Un permis d'importation sera requis pour l'entrée dans l'Union européenne.
- *Pour plus d'information, voir la D(R)EAL compétente qui pourra les guider finement pour l'édition des différents permis.*

Le bois pré-convention est le bois issu d'arbres abattus avant le 25/11/2024 dans le pays d'origine. Le permis d'exportation ou certificat de réexportation mentionne alors le code source « O/W » : le permis d'importation CITES est délivré sur base du permis d'exportation CITES ou certificat de réexportation CITES (sauf si indications qu'il s'agit malgré tout de bois abattu à compter du 25/11/2024). Le bois post-convention lui, est le bois coupé à compter du 25/11/2024 dans le pays d'origine. Le permis d'importation est délivré sur la base du permis d'exportation ou certificat de réexportation CITES et avis positif de l'autorité scientifique du pays concerné et/ou SRG (groupe des autorités scientifiques de tous les États membres). Les décisions prises par le SRG sont publiées sur [Contacter le service d'assistance \(europa.eu\)](#)

Voici les différentes étapes à suivre pour l'importation des espèces sud-américaines des genres Handroanthus spp., Roseodendron spp., Tabebuia spp (nom commun ipé) et Dipteryx spp. (nom commun cumaru) :

- I. **Étapes à suivre pour l'importation de bois pré-convention (Ipé et Cumaru) en France : récolté avant le 25 novembre 2024 et arrive en France à partir du 25 novembre 2024 :**
  1. **Inscription sur l'application i-CITES :**
    - Vous devez d'abord vous inscrire sur l'application i-CITES pour obtenir un identifiant et un mot de passe personnels.
    - L'application i-CITES est utilisée pour remplir les notifications d'importation et les permis nécessaires.
  2. **Documentation requise :**
    - **Preuve d'abattage pré-convention :** Vous devez fournir des preuves documentaires que le bois a été abattu avant la date de mise en application des réglementations (pour l'Ipé et le Cumaru, avant le 25 novembre 2024). Ces documents peuvent inclure des certificats d'abattage.
    - **Permis d'exportation CITES :** le bois est expédié après l'inscription à l'annexe II, même s'il est pré-convention, un permis d'exportation est requis (Bill of Lading ...)



- Permis d'importation CITES : le bois arrive en France après l'inscription à l'annexe II, même s'il est pré-convention, un permis d'importation sans analyse scientifique est requis.

### 3. Soumission et validation des documents :

- Les notifications d'importation doivent être remplies en ligne via l'application i-CITES, puis imprimées et présentées aux bureaux de douane à l'entrée de l'UE pour validation.

### 4. Contrôle et visa des douanes :

- Présentez tous les documents requis (notifications d'importation, permis d'exportation, preuves d'abattage) au bureau de douane pour contrôle et visa.
- Les douanes vérifieront que les documents sont en règle et que le bois est effectivement pré-convention.

#### Ressources utiles :

- [Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects](#)
- [Service-Public.fr pour les démarches CITES](#)
- [Application i-CITES](#)

## II. Étapes à suivre pour l'importation de bois post-convention (Ipé et Cumaru) en France : récolté à partir du 25 novembre 2024 :

### 1. Inscription sur l'application i-CITES :

- Vous devez d'abord vous inscrire sur l'application i-CITES pour obtenir un identifiant et un mot de passe personnels.
- L'application i-CITES est utilisée pour remplir les notifications d'importation et les permis nécessaires.

### 2. Documentation requise :

- **Permis d'exportation CITES** : Vous devez obtenir un permis d'exportation CITES délivré par l'autorité compétente du pays exportateur. Bien vérifier l'ensemble des informations indiquées sur le permis (nom scientifique et nom commun de l'espèce, quota, lieu d'origine du bois ...)
- **Permis d'importation CITES** : Vous devez également obtenir un permis d'importation CITES délivré par la DREAL (Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement) en France.
- **Avis scientifique** : Un avis scientifique du pays exportateur (Avis de Commerce Non Préjudiciable) peut être requis pour l'émission du permis d'exportation.
- **Autres documents** : Plan d'aménagement approuvé par les autorités du pays d'origine (s'assurer que l'espèce est bien mentionné dans ledit plan), Copie du

certificat d'origine ou document équivalent et tout document attestant de l'origine durable des bois.

### 3. Soumission et validation des documents :

- Remplissez les notifications d'importation en ligne via l'application i-CITES, puis imprimez-les pour les présenter aux bureaux de douane à l'entrée de l'UE pour validation.
- Obtenez les permis CITES nécessaires auprès des DREAL suffisamment à l'avance.

### 4. Contrôle et visa des douanes :

- Présentez tous les documents requis (notifications d'importation, permis d'exportation, permis d'importation) au bureau de douane pour contrôle et visa.
- Les douanes vérifieront que les documents sont en règle et que le bois est conforme aux régulations post-convention.

#### Ressources utiles :

- [Portail de la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects](#)
- [Service-Public.fr pour les démarches CITES](#)
- [Application i-CITES](#)

## 2.8 Que faire en cas de stocks déjà existants ?

Il faut faire une déclaration de stocks pré-Convention. Cette procédure permet prouver l'origine légale des parties et produits de ces bois que vous détenez. Cela facilitera leur vente au sein de l'UE ainsi que leur éventuelle réexportation hors de l'UE. Vous serez également prêts en cas de contrôle.

- En Belgique, vous pouvez adresser une déclaration volontaire concernant les stocks que vous détenez à l'adresse suivante : [cites@environnement.belgique.be](mailto:cites@environnement.belgique.be). Cependant, pour les espèces africaines nouvellement inscrites à l'annexe II de la CITES, il n'est pas nécessaire de faire cette demande.
- Pour la France, adressez-vous à la DREAL  
<https://www.douane.gouv.fr/demarche/exporter-des-specimens-cites>
- Ou aux personnes ressources dans votre région :  
<https://cites.info.application.developpement-durable.gouv.fr/vos-interlocuteurs-a323.html>

## 3 ACNP

### 3.1 Qu'est-ce que c'est un ACNP ?

Avis de commerce non préjudiciable (ACNP) ou Non Detriment Findings (NDF) en anglais est un outil crucial dans le commerce et la conservation des espèces placées en annexes CITES. La

CITES prévoit qu'avant toute délivrance d'une autorisation de commerce, un avis de commerce non préjudiciable soit émis. Il s'agit d'une étude scientifique qui évalue si des échanges commerciaux auraient un effet néfaste (ou préjudiciable) sur la survie de l'espèce concernée. En outre, il s'agit de déterminer si ces échanges permettraient ou non de maintenir les populations de cette espèce dans l'ensemble de son aire de répartition et à un niveau « conforme à son rôle dans les écosystèmes dans lesquels elle est présente ». Pour en savoir plus [cliquez ici](#).

### 3.2 Qui prépare un ACNP ?

Les ACNP sont préparées par l'autorité scientifique de chaque pays. Retrouvez les informations sur les contacts nationaux [ici](#)

### 3.3 Est-ce que le secteur privé peut être impliqué dans l'élaboration d'ACNP ?

Oui, le secteur privé (les entreprises forestières) peut être impliqué dans l'élaboration d'ACNP, principalement à travers les données d'inventaires permettant une meilleure caractérisation de la ressource. Ces inventaires participent notamment à l'élaboration des quotas d'exportation.

### 3.4 Qu'est-ce qu'un quota d'exportation ?

Avant qu'une Partie ne délivre un permis pour autoriser l'exportation de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I ou à l'Annexe II, son autorité scientifique doit être satisfaite et déclarer que l'exportation ne nuira pas à la survie de l'espèce. Sauf indication contraire, les quotas

établis représentent le nombre maximum de spécimens d'origine sauvage dont l'exportation est autorisée durant l'année civile en cours (de janvier à décembre). Vous trouverez les notes explicatives pour les quotas d'exportation [ici](#). Pour consulter les quotas d'exportation pour chaque espèce/pays [cliquez ici](#).

### 3.5 Comment sont établis les quotas d'exportation ?

La définition des quotas d'exploitation répond à un souci d'assurer une gestion durable des ressources naturelles. Ces quotas résultent d'une décision des instances compétentes, en particulier de l'Autorité Scientifique CITES-Flore, à travers un processus d'analyse prenant en compte un ensemble de paramètres techniques et scientifiques de la gestion forestière. Il s'agit notamment de la transformation industrielle, des considérations pertinentes des plans d'aménagement (lorsqu'ils sont disponibles) et les paramètres de gestion de l'espèce, sur une base historique dans chacun des titres légaux du pays considéré.

### 3.6 Comment est suivi le respect des quotas d'exportation ?

Les pays d'exportation et les pays d'importation partagent la responsabilité de veiller à ce que les quotas d'exportation soient respectés. Cette activité est sous la responsabilité l'organe de gestion CITES de chaque pays. Vous retrouverez les coordonnées complètes des organes de gestion nationaux et régionaux en suivant ce [lien](#).

Pour consulter les quotas d'exportation pour chaque espèce/pays [cliquez ici](#).

### 3.7 Quelle est la période de validité des quotas pour des Assiettes Annuelles de Coupe (AAC) ?

Légalement, dans les pays d'Afrique Centrale, une AAC reste ouverte plusieurs années (2 à 3 ans). Suivant les résolutions de la Conf. 14.7 : Lignes directrices pour la gestion des quotas d'exportation établis au plan national : « La période couverte par les quotas d'exportation devrait autant que possible être l'année civile (1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre)... Si une Partie établie un quota d'exportation annuel pour une période autre que l'année civile, elle devrait l'indiquer au Secrétariat ».

## 4 Permis d'exportation

### 4.1 Qu'est-ce que c'est un permis d'exportation CITES ?

Un permis d'exportation est un document officiel délivré par un organe de gestion d'une [Partie](#) pour autoriser l'exportation de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I ou II, ou l'exportation de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe III de l'État ayant procédé à cette inscription, ou l'importation de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe I.

Les permis doivent être conformes aux dispositions de la Convention et des [Résolutions](#) de la [Conférence des Parties](#) pour être valables.

### 4.2 Est-ce qu'un permis d'exportation CITES est obligatoire ?

Oui, lorsque les espèces sont inscrites à l'une des trois annexes de la Convention selon le degré de protection dont elles ont besoin.

### 4.3 Qui délivre un permis d'exportation CITES ?

Un permis d'exportation ou un certificat de réexportation est délivré par l'organe de gestion du pays d'exportation ou de réexportation. Le permis d'exportation n'est délivré que si le spécimen a été obtenu légalement.

Vous retrouverez les coordonnées complètes des organes de gestion nationaux et régionaux en suivant ce [lien](#).

### 4.4 Quelle est la validité d'un permis d'exportation CITES ?

Les permis d'exportation et les certificats de réexportation ont une durée de validité maximale de six mois. L'exportation et l'importation correspondante dans le pays de destination doivent avoir lieu dans les six mois.

## 5 Permis d'importation

### 5.1 Qu'est-ce que c'est un permis d'importation CITES ?

C'est un document nécessaire pour importer un spécimen en provenance d'un pays tiers. Dans l'Union européenne ce document est nécessaire pour importer un animal ou une plante (vivant ou mort, partie ou produit) d'une espèce des Annexes A ou B du règlement en provenance d'un pays tiers. Le permis d'importation ne peut être délivré que si une copie du permis CITES du pays exportateur a été joint à la demande.

### 5.2 Est-ce qu'un permis d'importation CITES est obligatoire ?

Chaque pays est libre d'imposer un permis d'importation CITES ou non.

Pour les pays membres de l'UE, un permis d'importation délivré par l'État membre est requis pour les importations d'espèces inscrites à l'Annexe II de la CITES. Ce permis d'importation vient s'ajouter au permis CITES d'exportation ou au certificat CITES de réexportation (délivré par le pays tiers).

### 5.3 Qui délivre un permis d'importation CITES ?

Un permis d'import est délivré par l'organe de gestion du pays d'importation. Attention, le permis d'importation ne peut être délivré que si une copie du permis CITES du pays exportateur a été joint à la demande.

Vous retrouverez les coordonnées complètes des organes de gestion nationaux et régionaux en suivant ce [lien](#).

Pour la France l'organe de gestion national est le Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires et les organes de gestion locaux sont les Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement. Pour la Belgique l'organe de gestion national est le Service Public Fédéral Santé Publique, Sécurité Publique, Sécurité de la Chaîne Alimentaire

#### 5.4 Quels éléments une entreprise doit soumettre pour obtenir un permis d'importation CITES ?

Lorsque le spécimen quitte le pays de provenance situé hors de l'UE, l'original du permis d'exportation ou du certificat de réexportation étranger doit être présenté au bureau de douanes de sortie de ce pays tiers.

S'il s'agit d'une espèce inscrite à l'Annexe A ou à l'Annexe B du Règlement (CE) n° 338/97 : l'importateur doit aussi présenter les 3 feuillets originaux (gris guilloché, jaune et vert) du permis d'importation UE correspondant, qu'il doit obtenir préalablement à l'expédition des spécimens sur la base d'une copie du document CITES de (ré)exportation étranger susmentionné. Les douanes du point d'entrée du spécimen dans l'Union européenne visent alors les feuillets gris guilloché, jaune et vert du permis d'importation UE en case 27 et y notifient les quantités réellement importées. Le douanier envoie ensuite à l'organe de gestion qui a délivré le permis d'importation l'original du permis d'exportation (ou du certificat de réexportation) étranger, ainsi que les exemplaires gris guilloché et vert du permis d'importation. Il restitue à l'opérateur l'exemplaire jaune du permis d'importation dûment renseigné en case 27 et visé par ses soins. Ce feuillet jaune doit être conservé soigneusement par l'importateur (et non par le transitaire ou le mandataire), car il vaut ensuite preuve d'importation licite.

NB : ce n'est que dans la mesure où ce feuillet jaune est dûment complété et visé par les douanes en case 27 qu'il atteste de la licéité de l'importation.

Les autorités CITES des pays européens encouragent les exportateurs à fournir tous les documents (plan d'aménagement, plan annuel d'opérations, cartographie des assiettes annuelles de coupes ... par WE TRANSFER) permettant d'attester de l'origine durable et légale des bois importés, pour réduire le traitement des délais des demandes de permis d'importations.

#### 5.5 Quelle est la validité d'un permis d'importation CITES ?

Les permis d'importation peuvent avoir une durée de validité maximale de 12 mois

#### 5.6 Peut-on regrouper différentes essences de bois lors de la demande d'un permis d'importation CITES ?

Oui, à condition qu'il s'agisse d'un seul envoi, provenant d'un exportateur et destiné à un importateur.

#### 5.7 Que faire si un pays refuse de délivrer un permis import « pré-convention »

Il est important de travailler en étroite collaboration avec les autorités compétentes pour comprendre la raison de ce refus et pour s'assurer que tous les documents requis sont en ordre. Dans certains cas, le refus peut être lié à des problèmes de conformité, tels que des erreurs dans la documentation ou des informations incomplètes. Toutes les expéditions de bois pré-convention des espèces nouvellement inscrites aux annexes de la CITES en direction de l'Europe doivent bien marquer le code « O » à inscrire sur les permis pour indiquer qu'il s'agit de bois pré-convention. A défaut, la demande de permis import « pré-convention » sera bloquée.

Il peut également être utile de contacter le secrétariat de la CITES pour obtenir des conseils sur la manière de résoudre le problème.

Il est important de travailler en étroite collaboration avec les autorités compétentes dans chaque pays, pour comprendre la raison de ce refus et pour s'assurer que tous les documents requis sont en ordre. Dans certains cas, le refus peut être lié à des problèmes de conformité, tels que des erreurs dans la documentation ou des informations incomplètes. Toutes les expéditions de bois pré-convention des espèces nouvellement inscrites aux annexes de la CITES en direction de l'Europe doivent bien marquer le code « O », à inscrire sur les permis pour indiquer qu'il s'agit de bois pré-convention. A défaut, la demande de permis import « pré-convention » sera bloquée.

Il peut également être utile de contacter le secrétariat de la CITES pour obtenir des conseils sur la manière de résoudre le problème.

## 6 Des mesures transitoires

### 6.1 Comment traiter les réexportations ?

Les réexportations s'appliquent à toutes exportations de spécimens importés.

- Pour les spécimens couverts par l'Annexe I : le certificat de réexportation n'est délivré que si le spécimen a été importé conformément aux dispositions de la Convention et, dans le cas de plantes ou d'animaux vivants, si un permis d'importation a été délivré.
- Pour les spécimens couverts par l'Annexe II : le certificat de réexportation n'est délivré que si le spécimen a été importé conformément aux dispositions de la Convention.
- Pour les spécimens couverts par l'Annexe III : le certificat de réexportation délivré par le pays de réexportation est requis

Pour en savoir plus sur les résolutions concernant les permis et certificats [cliquez ici](#)

Pour les cas de réexportations à partir de la France [cliquez ici](#)

Pour les cas de réexportations à partir de la Belgique [cliquez ici](#)

### 6.2 Que doit-on faire avec le bois qui est déjà expédié mais qui n'arrivera qu'après l'entrée en vigueur de la nouvelle liste CITES ?

Concernant les bois chargés sur les bateaux mais non arrivés à destination avant la date d'entrée en vigueur des nouvelles mesures CITES, l'organe de gestion du pays exportateur délivrera des permis pré-convention en régularisation.

\*\*\*

**Pour en savoir plus :**

<https://cites.org/fra/disc/what.php>

**Pour la France :**

<https://cites.application.developpement-durable.gouv.fr/accueilInternaute.do>

<https://www.ecologie.gouv.fr/commerce-international-des-especes-sauvages-cites>

**Contacts pour répondre à vos questions :**

Franck MONTHE

[franck.monthe@atibt.org](mailto:franck.monthe@atibt.org)

**Pour la France :**

Alessandra Negri

[a.negri@lecommercedubois.fr](mailto:a.negri@lecommercedubois.fr)

**Pour la Belgique :**

Ingrid HONTIS

[Ingrid.Hontis@fedustria.be](mailto:Ingrid.Hontis@fedustria.be)

[ASP-Pacte Vert Cameroun](#)

[Retour](#)